

Siebente Sitzung – Septième séance

Dienstag, 15. September 2020
Mardi, 15 septembre 2020

08.15 h

20.9001

Mitteilungen des Präsidenten

Communications du président

Präsident (Stöckli Hans, Präsident): Ich begrüsse Sie recht herzlich zur heutigen Sitzung. Wir werden heute hauptsächlich parlamentarische Vorstösse behandeln. Vielleicht ein kleiner Hinweis: Normalerweise gehen im Ständerat etwa 30 Vorstösse pro Session ein. Im Sommer haben wir mit über 100 eingereichten Vorstössen den absoluten Rekord gebrochen. Ich denke, wir sind gut beraten, wenn wir uns in diesem Punkt nicht dem Nationalrat anschliessen – aber der Sommer war ja auch ein aussergewöhnlicher.

17.028

Informationssicherheitsgesetz

Loi sur la sécurité de l'information

Differenzen – Divergences

Ständerat/Conseil des Etats 04.12.17 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 13.03.18 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Ständerat/Conseil des Etats 26.09.18 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 04.06.20 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 15.09.20 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 23.09.20 (Differenzen – Divergences)

Bundesgesetz über die Informationssicherheit beim Bund Loi fédérale sur la sécurité de l'information au sein de la Confédération

Präsident (Stöckli Hans, Präsident): Das Wort für einige einleitende Bemerkungen hat der Berichterstatter, Herr François.

Français Olivier (RL, VD), pour la commission: Le 22 juin 2020, notre Commission de la politique de sécurité s'est réunie pour traiter une nouvelle fois de la loi sur la sécurité de l'information.

Pour mémoire, cette loi a révélé lors de son traitement quelques discordances entre les deux chambres de l'Assemblée fédérale. Le 4 décembre 2017, notre conseil avait en effet approuvé le projet en première lecture, sous réserve de différentes modifications, par 39 voix contre 0 et 4 abstentions. Le Conseil national, suivant en cela la recommandation de sa commission, a par la suite refusé d'entrer en matière sur le projet, le 13 mars 2018, par 117 voix contre 68 et 8 abstentions. Le refus du Conseil national était surtout motivé par

la crainte d'un surcroît de bureaucratie, de conséquences financières inconnues, voire trop importantes, et d'un obstacle à l'économie.

Par la suite, notre conseil, le 26 septembre 2018, a confirmé sa position et son souhait de voir le Parlement élaborer une loi sur la sécurité de l'information. Il a tacitement confirmé sa décision et renvoyé le projet au Conseil national. Ce dernier a finalement décidé d'entrer en matière et d'apporter quelques modifications au projet, puis de l'approuver par 131 voix contre 53 et 1 abstention, lors de la dernière session d'été, le 4 juin 2020. Cette décision a suivi la publication d'un rapport complémentaire permettant d'atténuer certaines craintes et dans lequel il a été précisé que la menace pour la sécurité de l'information et la cybersécurité avait gagné de l'importance, que la lutte contre cette menace nécessitait l'engagement de moyens humains pouvant atteindre jusqu'à dix postes au sein de l'administration, et que les coûts pour le recours à des experts pouvaient être estimés à environ 1,5 million de francs par année. L'attente de la publication du rapport avait fait l'objet d'une interruption transitoire du traitement de la loi. La prise de conscience, certes tardive parmi certains groupes politiques du Conseil national, de la nécessité de se doter d'un instrument permet à présent d'aller de l'avant avec cette loi importante. Voilà pour le contexte.

J'en viens à l'objet en tant que tel. Le projet vise à créer pour les autorités fédérales un cadre légal formel pour la protection de l'information et de la sécurité des moyens informatiques. Une petite anecdote à l'intention de Mme Vara: cette loi permet entre autres, à son article 5 modifié par le Conseil des Etats, de faire en sorte que l'approvisionnement en eau potable soit compris dans l'infrastructure critique à sécuriser. La loi sur la sécurité de l'information a pour objectif d'assurer et renforcer le fonctionnement de l'Etat, alors que nous sommes tous conscients des enjeux en lien avec le cyberspace et des risques encourus lors de différentes attaques ayant déjà eu lieu contre des systèmes d'information de différents départements de la Confédération, par exemple le DDPS et le DFAE. Ces dernières ont révélé des lacunes dans nos systèmes de sécurité, ainsi que la coexistence de systèmes et de bases juridiques hétérogènes.

Cette loi vise donc à homogénéiser les bases légales existantes, notamment sur le traitement de la sécurité des informations et les moyens informatiques de la Confédération, dans un seul acte législatif, pour une meilleure cohérence. Ce projet sera la base légale de référence pour toutes les questions de standards de sécurité pour l'ensemble des autorités fédérales, notamment le Parlement, les tribunaux fédéraux, le Ministère public de la Confédération, l'administration fédérale et la Banque nationale suisse.

Concrètement, cette loi établit un cadre pour la réglementation dans divers domaines sensibles, à savoir la gestion des risques, la classification des informations, la sécurité des moyens informatiques, les contrôles de sécurité relatifs aux personnes – une importante modification visant à réduire cette mesure à l'identification de risques considérables – et la protection physique des informations et des moyens informatiques. Elle clarifie également le soutien apporté aux infrastructures critiques pour assurer la continuité en tout temps des services publics, comme les services de distribution d'eau potable.

Enfin, cette loi prévoit également une nouvelle procédure de sécurité de l'information relative aux entreprises, lorsque ces dernières sont impliquées dans l'exécution d'un mandat public dans un domaine sensible.

Pour résumer, ce projet de loi constitue les prémices de la réalisation d'une stratégie de lutte contre les cyberrisques, d'où son importance. Nous vous recommandons donc de suivre les propositions de la majorité de votre commission.

Art. 7 Abs. 3

Antrag der Kommission
Streichen

Art. 7 al. 3

Proposition de la commission
Biffer

Français Olivier (RL, VD), pour la commission: La commission s'est penchée sur la loi en juin dernier pour éliminer certaines divergences, dont celle qui subsiste à l'article 7 alinéa 3. La commission propose de biffer l'alinéa 3 adopté par le Conseil national. L'autre conseil exige que le Conseil fédéral soumette à titre consultatif ses objectifs en matière de sécurité de l'information et les coûts afférents aux Commissions de la politique de sécurité. Or, il y a lieu de rappeler que les coûts sont annoncés dans le cadre du débat budgétaire et que ces objectifs font régulièrement l'objet d'une discussion au sein des Commissions de la politique de sécurité. Les objectifs en matière de sécurité de l'information sont discutés dans le cadre du débat sur les objectifs de la législature, ainsi que lors de la discussion sur les objectifs annuels du Conseil fédéral.

La commission est d'avis que l'alinéa 3 est superflu et elle propose donc de le biffer.

Amherd Viola, Bundesrätin: Ich danke zunächst dem Kommissionssprecher für die Einführung, die Zusammenfassung dieser langen Geschichte des Gesetzes und auch für die allgemeine Einbettung. Das wurde sehr gut gemacht, dazu muss ich mich nicht mehr äussern.

Zu Artikel 7: Da unterstütze ich selbstverständlich auch die Kommission. Der Nationalrat befürchtet, dass bei grossen Projekten im Bereich der IT-Infrastruktur die Kosten usw. aus dem Ruder laufen, was in der Vergangenheit ja nicht abzustreiten war. Deshalb verlangt er, dass die Kommissionen zu diesem Thema jeweils konsultiert werden. Aber aus unserer Sicht und jetzt auch in Übereinstimmung mit Ihrer Kommission sind wir der Meinung, dass das nicht nötig ist, weil die Fachkommissionen wie auch die Finanzkommissionen und die Finanzdelegation sowieso jederzeit verlangen können, dass sie zu einem Thema konsultiert werden, und das wird auch immer erfüllt.

Deshalb wollen wir keinen zusätzlichen Ballast in dieses Gesetz einbauen, der nicht nötig ist.

Angenommen – Adopté

Art. 20 Abs. 3

Antrag der Mehrheit
Festhalten

Antrag der Minderheit

(Zopfi, Häberli-Koller, Minder, Salzmann, Vara)
Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 20 al. 3

Proposition de la majorité
Maintenir

Proposition de la minorité

(Zopfi, Häberli-Koller, Minder, Salzmann, Vara)
Adhérer à la décision du Conseil national

Français Olivier (RL, VD), pour la commission: L'article 20 alinéa 3 ainsi que l'article 26 ont fait l'objet d'un débat quant à l'utilisation du numéro AVS comme identificateur de personne. Par 7 voix contre 5, la commission propose à son conseil de maintenir l'utilisation systématique du numéro AVS à des fins d'identification des personnes. La majorité estime que le numéro AVS constitue le moyen le plus fiable d'identifier les personnes et que créer un nouveau système – un système complémentaire d'identification de notre population – alourdirait les charges administratives.

Plus de 100 000 employés de la Confédération, des cantons et des entreprises, ainsi que des membres de l'armée ont besoin d'un compte d'utilisateur auprès de la Confédération pour différentes raisons. Ils doivent être clairement identifiés avant que leur soit accordé l'accès à leur système informatique. Si cela ne devait pas être fait, le risque d'abus serait élevé. Par exemple, il y a en Suisse des milliers de personnes qui s'appellent Müller, Rochat, Bernasconi, Blanc, et j'en passe. Sans un identifiant unique, il devient très compliqué de distinguer ces personnes et de les identifier correc-

tement; on risque alors des abus. Pour les identifier, soit des données supplémentaires sont collectées, soit les données sont vérifiées manuellement. Etant donné que ces deux solutions sont sujettes à des erreurs, le meilleur identificateur de personne, pour une identification sans erreur, est donc le numéro AVS.

La proposition de la commission est d'utiliser le numéro AVS non seulement pour les systèmes de contrôle spéciaux, mais aussi pour les contrôles d'identité dans tous les systèmes fédéraux. A noter que le Conseil fédéral a approuvé cette solution parce qu'il l'a trouvée meilleure et plus économique que sa solution initiale; j'insiste: il l'a trouvée plus économique et plus rationnelle que la solution initiale.

Le numéro AVS offre ainsi à la Confédération une plus grande sécurité contre les accès abusifs et correspond en outre aux règles qui s'appliquent actuellement au système militaire. De plus, le projet 19.057 de modification de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants prévoit lui aussi son utilisation systématique par les autorités.

Une minorité propose de se rallier à la version initiale du Conseil national, qui est celle du Conseil fédéral. Selon elle, l'utilisation du numéro AVS risque fortement d'entraîner des abus. Elle propose l'utilisation prévue à l'origine d'un numéro personnel non traçable, qui fonctionne tout aussi bien.

Zopfi Mathias (G, GL): Wie der Kommissionssprecher schon gesagt hat, geht es bei dieser Minderheit um die Verwendung der AHV-Nummer. Die Minderheit beantragt Ihnen, anstatt bei Artikel 20 die systematische Verwendung der AHV-Nummer zu erlauben, bei Artikel 26 die vorübergehende Verwendung der AHV-Nummer zu erlauben, um eine nicht zurückrechenbare Personennummer zu erzeugen.

Über die AHV-Nummer generell oder deren Verwendung haben wir uns schon mehrfach unterhalten; ich muss eigentlich dazu gar nicht mehr viel sagen. Sie wissen, dass die Datenschutzbeauftragten eine gewisse Skepsis haben. Ich erinnere Sie an die Thematik des gläsernen Bürgers usw., das ist Ihnen bewusst.

Wir haben also im Prinzip zwei Extremvarianten, kann man sagen: Wir haben die komplette Verwendung der AHV-Nummer, so, wie sie ist, also auf die Person zugeschnitten, wie sie die Mehrheit in ihrer Variante will. Wir hätten noch die andere Variante, dass man die AHV-Nummer gar nicht verwenden darf. Beide Varianten hatten im Nationalrat einen relativ grossen Zuspruch.

Der Bundesrat und dann auch der Nationalrat haben im Prinzip diese Kompromissvariante gewählt, die Ihnen die Minderheit jetzt auch vorschlägt. Dieser Kompromiss ist vernünftig, denn einerseits ermöglicht er die Identifikation genügend und zweifelsfrei, also die verschiedenen Müller, Meier usw. können mit dieser nicht zurückrechenbaren Nummer identifiziert werden. Andererseits gibt es aber diese kleine Hürde, die es möglicherweise ein bisschen komplizierter macht, aber der Problematik des gläsernen Bürgers und des Datenschutzes Rechnung trägt.

Der Bundesrat hat diese Variante selbst vorgeschlagen. Ich bin gespannt, was die Frau Bundesrätin sagt, aber sie sollte mit dieser Variante eigentlich leben können. Es ist nicht die grösste Differenz, die wir hier noch haben. Der Kompromissantrag ist sinnvoll, vor allem auch deshalb, weil im Nationalrat die beiden Extrempositionen sehr starken Zuspruch hatten, diese Kompromissposition dann aber eine grosse Mehrheit der Stimmen auf sich vereinigen sollte. Sie ist sinnvoll, weil sie alles ermöglicht, was nötig ist, und sie ist angemessen, weil sie eben nicht so weit geht, wie es auch gar nicht nötig ist.

Unter diesen Aspekten bitte ich Sie, dem Minderheitsantrag zuzustimmen und hier die nicht mehr so erhebliche Differenz zum Nationalrat zu bereinigen, mit einem vernünftigen Kompromiss, der ursprünglich vom Bundesrat stammt.

Amherd Viola, Bundesrätin: Die AHV-Nummer war in diesem Gesetz der grosse Diskussionspunkt. Sie wissen, dass die AHV-Nummer bereits heute breit ausserhalb der Sozialversicherungen des Bundes benutzt wird. Die Zentrale Ausgleichsstelle in Genf führt eine Liste sämtlicher Stellen, die

durch das Gesetz ermächtigt sind, die AHV-Nummer systematisch zu verwenden. Diese Liste hat 189 Seiten. Ich habe die Einträge nicht alle gezählt, doch es sind schätzungsweise etwa 50 Einträge pro Seite. Wir sprechen also von über 9000 Stellen von Bund, Kantonen und Gemeinden, die bereits heute für verschiedene Zwecke die AHV-Nummer ausserhalb der Sozialversicherungen benutzen. Darin enthalten sind unter anderem sämtliche Bildungsinstitutionen, einschliesslich z. B. Kindergärten und Coiffeurschulen.

Auch Bundesbehörden sollen nun die AHV-Nummer systematisch verwenden, und zwar aus folgenden Gründen, der Kommissionsprecher hat es gesagt: Weit mehr als 100 000 Angestellte von Bund, Kantonen und Wirtschaft sowie Angehörige der Armee benötigen aus den verschiedensten Gründen eine Benutzeridentität beim Bund. Die Bundesbehörden müssen diese Personen klar identifizieren, bevor sie einen Zugriff auf ihre Informatiksysteme erteilen. Wird dies nicht gemacht, ist das Missbrauchspotenzial gross. Konkret: In der Schweiz leben Tausende Personen, die Müller, Meier oder Schmid heissen – Amherd übrigens auch. Ohne einen eindeutigen Identifikator ist es sehr aufwendig, diese Personen fehlerfrei zu identifizieren. Entweder werden zusätzliche Daten erhoben, oder die Identitäten werden manuell kontrolliert. Beide Alternativen sind fehleranfällig. Der bessere Personenindikator für eine fehlerfreie Identifizierung ist die AHV-Nummer. Die Armee darf z. B. bereits heute für die Benutzer ihrer Informationssysteme die AHV-Nummer verwenden, die anderen Sicherheitsbehörden des Bundes aber nicht. Diese Sicherheitslücke soll nun geschlossen werden.

In der Botschaft zu diesem Gesetz hat der Bundesrat in Artikel 28 vorgeschlagen, die AHV-Nummer nur vorübergehend zu verwenden, um eine neue Nummer zu erzeugen. Das ist die Variante, die hier auch vom Vertreter der Minderheit dargelegt worden ist. Zudem dürfte gemäss diesem Vorschlag die AHV-Nummer nur in speziell für die Benutzeridentifikation konzipierten Kontrollsystemen bearbeitet werden. Diese Lösung war ein versuchter Kompromissvorschlag. Der Eidgenössische Datenschutzbeauftragte hatte nämlich die Verwendung der AHV-Nummer insgesamt abgelehnt, darauf haben wir mit dieser Kompromisslösung eine Variante gefunden.

Am 10. Juni haben Sie mit deutlicher Mehrheit einer Änderung des AHV-Gesetzes zugestimmt, wonach neu die AHV-Nummer generell verwendet werden darf. Inskünftig soll also eine spezialgesetzliche Grundlage wie das vorliegende Gesetz nicht mehr nötig sein; das haben Sie im Juni beschlossen. Damit haben Sie dieses Gesetz eigentlich fast überholt, und trotzdem sind wir hier in der Gesetzgebung jetzt weiter.

Aus meiner Sicht macht es jetzt keinen Sinn, in diesem Gesetz etwas anderes zu beschliessen, wo doch im AHV-Gesetz demnächst festgehalten sein wird, dass die AHV-Nummer grundsätzlich verwendet werden darf. Das würde bedeuten, dass wir zu einem späteren Zeitpunkt dies wieder anpassen müssten. Im Wissen um diese Änderung im AHV-Gesetz haben Sie bereits im Dezember 2017 beschlossen, die geplante Änderung bezüglich der Verwendung der AHV-Nummer auch für dieses Gesetz anzuwenden. Sie haben dementsprechend einen Absatz 3 zu Artikel 20 beschlossen, der das jetzt vorsieht.

Der Bundesrat hat, wie gesagt, eine Regelung gesucht, die einen Kompromiss darstellt. Doch der Antrag Ihrer Kommissionmehrheit ist wirtschaftlicher und eindeutig besser, dies auch mit Blick auf die Sicherheit und darauf, dass ein missbräuchlicher Zugriff vermieden werden soll. Zudem entspricht er auch der Anpassung im AHV-Gesetz.

Aus diesem Grund bin ich der Meinung, dass der Antrag der Kommissionmehrheit auch im Rat eine Mehrheit finden sollte. Damit würde sich eine Differenz zum Beschluss des Nationalrates ergeben, sodass der Nationalrat dies nochmals besprechen könnte. Der Bundesrat ist der Meinung, dass es zweckmässig ist, die AHV-Nummer als Personenidentifikator auch in diesem Informationssicherheitsgesetz festzulegen.

Ich bitte Sie, hier der Kommissionmehrheit zu folgen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit ... 31 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 10 Stimmen

(1 Enthaltung)

Art. 23 Abs. 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 23 al. 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 26

Antrag der Mehrheit

Festhalten

Antrag der Minderheit

(Zopfi, Häberli-Koller, Minder, Salzmann, Vara)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 26

Proposition de la majorité

Maintenir

Proposition de la minorité

(Zopfi, Häberli-Koller, Minder, Salzmann, Vara)

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 30 Abs. 4 Bst. g

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 30 al. 4 let. g

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Français Olivier (RL, VD), pour la commission: Pour l'article 30 alinéa 4 lettre g, la commission vous propose de suivre la version du Conseil national. Comme annoncé dans mes remarques introductives, l'un des buts de cette loi est de réduire le nombre des contrôles de sécurité relatifs aux personnes, notamment pour les personnes élues par le peuple ou nommées par l'Assemblée fédérale. La modification du Conseil national vise à ajouter les magistrats cantonaux à la liste des personnes exemptées de ces contrôles.

Pour ce qui est de l'article 59 de la loi sur le casier judiciaire, le Conseil fédéral précise que ne seront inscrits que les jugements punitifs et pas les actions non retenues, telles que les acquittements. C'est une précision qui a été apportée devant la commission, en particulier par mon voisin de gauche, M. Bauer, qui attendait que je fasse cette remarque.

Je vous remercie de suivre les propositions de votre commission.

Angenommen – Adopté

Art. 91a

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Änderung anderer Erlasse Modification d'autres actes

Ziff. 14 Art. 20a Abs. 1, 4

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. 14 art. 20a al. 1, 4

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

20.3626

Interpellation Fässler Daniel. Warum setzt Armasuisse die Waldpolitik des Bundes nicht konsequent um?

Interpellation Fässler Daniel. Pourquoi Armasuisse ne respecte pas systématiquement la politique forestière fédérale?

Ständerat/Conseil des Etats 15.09.20

Präsident (Stöckli Hans, Präsident): Der Interpellant ist von der schriftlichen Antwort des Bundesrates teilweise befriedigt und beantragt Diskussion. – Sie sind damit einverstanden.

Fässler Daniel (M-CEB, AI): Ja, es ist so: Ich habe mich teilweise befriedigt erklärt. Der Teil, der mich zur Befriedigung führt, ist etwas kleiner als der andere Teil, der mich noch etwas unbefriedigt zurücklässt.

Was mich befriedigt, und dafür möchte ich der Frau Bundesrätin auch explizit danken, ist, dass der Bundesrat meine verschiedenen Fragen, die ich in der Interpellation formuliert habe, nicht einfach kurz und knapp beantwortet hat, sondern sich offenkundig sehr Mühe gegeben hat, sich dieser Fragen anzunehmen und eine ausführliche und fundierte Stellungnahme abzugeben. Vieles davon kann ich nachvollziehen und habe, ehrlich gesagt, auch die entsprechenden Antworten weitgehend so erwartet.

Ich möchte aber auch mein Aber formulieren: Mit der in der Interpellation angesprochenen Ausschreibung hat der Bundesrat meines Erachtens seine eigene Waldpolitik 2020 nicht konsequent umgesetzt. Ich erinnere mich an die Beratung des Waldgesetzes im Jahre 2016. Damals ging es um einen Artikel 34a im Waldgesetz, bei dem die Frage im Raum stand, ob festgeschrieben werden soll, dass der Bund Schweizer Holz fördere, oder ob in Beachtung des WTO-Rechtes nur die Förderung von nachhaltig produziertem Holz festgeschrieben werden soll.

Die damalige Vorsteherin des UVEK hatte damals wörtlich Folgendes ausgeführt, ich zitiere: "Wir tun es, aber wir sagen es nicht. [...] Wir fördern damit den Absatz 'von nachhaltig produziertem Holz', und dann ist das mit Sicherheit Schweizer Holz. Vertrauen Sie ein wenig den Behörden, welche die Förderung dann umzusetzen haben." (AB 2016 N 112) Daran habe ich mich erinnert, als ich von dieser Ausschreibung von Armasuisse gehört habe. Ich meine, man hätte im Sinne der Waldpolitik 2020 mehr zugunsten der Schweizer Waldwirtschaft tun können. Ich anerkenne, dass bei den Zuschlagskriterien das Kriterium der Nachhaltigkeit mit 45 Prozent recht stark gewichtet wurde. Die Frage, ob es sich dabei um Schweizer Holz handelt, hätte man aber wohl noch konsequenter zugunsten der Schweizer Waldwirtschaft beantworten können.

In diesem Sinne komme ich zum Schluss: Wenn bei künftigen Ausschreibungen des Bundes diesem Thema noch mehr Beachtung geschenkt wird, dann habe ich das mit meiner Interpellation verfolgte Ziel erreicht.

Amherd Viola, Bundesrätin: Bei diesem Geschäft geht es um die Beschaffung von Holzschnitzeln, und zwar für die Heizanlagen an Standorten der Armee und anderer Bundesstellen. Wir halten uns an das Waldgesetz, selbstverständlich aber auch an das Gesetz über das öffentliche Beschaffungswesen. Wir müssen verschiedene Gesetze berücksichtigen. Mit den Holzschnitzeln, die beschafft wurden, soll der Brennstoffbedarf an 24 Standorten gedeckt werden, und zwar während vier Jahren, von 2021 bis 2025. Armasuisse hat sich bei dieser Ausschreibung an die geltenden Vorgaben des öffentlichen Beschaffungsrechts gehalten. Die Ausschreibung erfolgte im offenen Verfahren gemäss WTO-Übereinkommen; dies, weil der Auftragswert über dem Schwellenwert von 230 000 Franken liegt.

Mit dem Bundesgesetz über das öffentliche Beschaffungswesen will der Bund unter anderem den wirtschaftlichen Einsatz der öffentlichen Mittel fördern. Dieses Ziel wird unter anderem damit erreicht, dass Beschaffungen gebündelt werden. Bei der vorliegenden Ausschreibung hat Armasuisse diesen gesetzlichen Auftrag durch die Zusammenlegung in fünf regionale Lose umgesetzt. Um eine gute Ausgangslage für kleinere und lokale, d. h. Schweizer Unternehmen zu schaffen, wurden Unterlieferanten und Bietergemeinschaften explizit zugelassen.

Bis am 27. Juli konnten Angebote eingereicht werden. Der Zuschlag ist noch nicht erfolgt. Ich kann Ihnen aber mitteilen, dass kein einziges ausländisches Angebot eingegangen ist. Es wurden auch keine ausländischen Anbieter als Unterlieferanten eingetragen. Alle Anbietenden haben 100 Prozent Schweizer Holz offeriert. Damit sind wir der Überzeugung, dass die Kriterien, wie sie gewählt wurden, geeignet sind, um die Schweizer Waldwirtschaft zu unterstützen. Die Holzschnitzel werden definitiv in der Schweiz beschafft. Wir sprechen von einem Beschaffungswert von rund 13 Millionen Franken. Damit sind wir in Einklang mit der Waldpolitik des Bundes, und das Zitat "Wir tun es, aber wir sagen es nicht" stimmt immer noch.

Parallel zu diesen Holzschnitzeln wurden auch Holzpellets zur Beschaffung ausgeschrieben. Auch die Holzpellets werden in der Schweiz beschafft. Dafür investieren wir noch einmal rund 4,6 Millionen Franken. Insgesamt beschaffen wir Schweizer Holz für rund 17,6 Millionen Franken.

Ich denke, das sind schöne Aufträge für die Schweizer Waldwirtschaft, die auch möglich sind, weil das VBS eben in alternative Heizanlagen investiert und CO₂-neutrale Holzschnitzel und Pellets einsetzt.

20.3753

Interpellation Hegglin Peter. Hat der Bundesrat eine Rohstoffstrategie?

Interpellation Hegglin Peter. Le Conseil fédéral a-t-il défini une stratégie pour les matières premières?

Ständerat/Conseil des Etats 15.09.20

Präsident (Stöckli Hans, Präsident): Herr Hegglin ist von der schriftlichen Antwort des Bundesrates teilweise befriedigt, verzichtet aber auf eine Diskussion. – Das Geschäft ist damit erledigt.